



COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH

ARRÊTE n° 2022-548

6-I Police Municipale



Autorisation de stationnement

**OBJET : travaux de rénovation d'une maison au n°4 rue
du Général Chanzy**

à réaliser pour le compte de M.Christophe BARRAU

Le Maire de LA TESTE DE BUCH,

**Direction Générale des
Services Techniques**

N/Réf : NB/CS
246963/249340

DGS :
Cab :
DGST :
DST :
Adjoint :

VU la demande en date du 29 juillet 2022, par laquelle l'entreprise **BATISOL** demeurant 6 chemin des Marguerites 33650 **MARTILLAC** sollicite l'autorisation pour : **travaux de rénovation d'une maison face au n°4 rue du Général Chanzy sur la commune de La Teste de Buch.**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Route,

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques,

VU le Code de la voirie Routière,

VU le Code de l'Environnement,

VU les arrêtés interministériels du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes, et du 7 juin 1977, appelé Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, dans leurs versions en vigueur,

VU le règlement de voirie municipal approuvé par délibération du 15 juin 1987, complété par la délibération du 09 juillet 2019,

VU la délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2021 fixant le montant de la redevance d'occupation du domaine public communal,

VU l'arrêté municipal n°2022-236 en date du 04 mai 2022 portant disposition en matière de tranquillité publique.

ARTICLE 1 -

Le bénéficiaire **CONSIDERANT** qu'il appartient à Monsieur le Maire de prendre toutes mesures afin d'assurer et de veiller au respect de l'usage normal du domaine public, **rénovation d'** conformer aux dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 - Prescriptions techniques particulières

-STATIONNEMENT

L'installation visée à l'article 1 sera réalisée de façon à préserver le passage des usagers de la dépendance domaniale occupée. Toute disposition pour assurer la sécurité des usagers de la dépendance domaniale sera prise.

-DEPOT DE MATERIAUX

Le bénéficiaire est autorisé à déposer sur les dépendances de la voie (accotement), les matériaux et matériels spécifiés dans sa demande sous réserve de ne pas empiéter sur la voie.

Ce dépôt ne pourra se prolonger pour une durée supérieure à celle indiquée dans le présent arrêté. Les dépendances devront être rétablies dans leur état initial.

Le pétitionnaire devra avertir les Services de la Mairie dès l'enlèvement total des matériaux.

L'aire de stationnement occupée et ses abords devront toujours être maintenus dans un parfait état de propreté. Les débris dispersés sur l'aire d'arrêt seront ramassés et évacués à la décharge en fin de journée.

ARTICLE 3 - Sécurité et signalisation

Le bénéficiaire devra signaler son occupation / chantier conformément à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (et notamment son 1-8ème partie consacrée à la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié.

ARTICLE 4 - Implantation et durée de l'occupation

Période des travaux autorisés : du 31/08/2022 au 16/09/2022 soit 17 jours.

Le présent arrêté devra être affiché par le pétitionnaire au moins 72 H avant le début de l'occupation et pendant toute la durée de celle-ci.

Si le stationnement n'est pas effectué dans les délais prescrits par cet arrêté, le bénéficiaire devra déposer une nouvelle demande.

ARTICLE 5 - Redevance

La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions décidées par Délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2021.

Son montant est de 517€, détaillé ci-après :

ENTREPRISE : BATISOL

SIRET : 324 754 902 00041/4399C

Adresse de facturation : 6 chemin des Marguerites - 33650 MARTILLAC

R = Redevance = toute occupation déclarée du domaine public communal pour travaux (0.80 € x jour x m²)
0.80 € x jour x m² tarif de base pour l'occupation d'un mètre carré du domaine public conformément à la Délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2021.

Surface occupée = 15 ml x 2.50 m = 38 m²

R = Redevance 0.80 € x 17 jours x 38 m² = 517€

ARTICLE 6 - Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - Autres formalités administratives

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants et L.421-4 et suivants.

Il est expressément rappelé que le présent arrêté ne vaut pas arrêté de circulation.

Plus généralement, l'obtention du présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de demander toute autre autorisation ou de procéder à toute autre formalité prévue par les lois et règlements.

ARTICLE 8 - Validité et renouvellement de l'arrêté – remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.